



Un 29 janvier d'une ampleur exceptionnelle  
55 % d'agents en grève à la DGFIP  
**M. Parini , vous devez négocier  
sur les revendications !**

*Rappelez-vous, il y a quelques mois, Nicolas Sarkozy pérorait devant une plate bande de ses fidèles en lançant : « En France aujourd'hui, quand il y a une grève, ça ne se voit pas ».*

*Au-delà du mépris affiché à l'égard de ceux qui décident de faire grève et de perdre du salaire pour faire entendre les exigences sociales, la formule exprimait surtout sa certitude que le choix des réformes libérales était largement partagé.*

Le Président de la République, ardent défenseur des « subprimes » qui sont à l'origine de la crise financière dont il entend présenter la facture aux salariés, était bien présomptueux.

Il faut dire que la réalité de sa politique a rapidement entaché son discours populiste. Les attaques contre les droits des salariés, la régression de leur pouvoir d'achat, la volonté de liquider le service et l'emploi publics ainsi que tous les outils de solidarité sociale, l'aggravation des conditions de travail, les licenciements et les plans sociaux, voilà ce qui est aujourd'hui le lot du plus grand nombre, pendant que des milliards d'euros sont mis à la disposition des banquiers, des actionnaires et des affairistes.

**« En temps de crise, plutôt que de faire grève, il faut se serrer les coudes » s'est répandu le Ministre Eric Woerth sur les ondes. Se serrer les coudes ? Hé bien, c'est ce qu'ont fait les milliers de salariés qui ont décidé d'être en grève et dans les manifestations ce 29 janvier !**

**Ils se serrent les coudes pour la satisfaction des exigences sociales, pour l'augmentation des salaires, des pensions et pour l'emploi.**

**Ils se serrent les coudes pour des services publics efficaces et disposant des moyens nécessaires pour accomplir leurs missions.**

**Et si c'est cela que des médias et quelques politiciens toujours plus provocateurs appellent un « fourre tout » alors, va pour le « fourre tout » ! Mais c'est un « fourre tout » qui, au travers de revendications concrètes, porte l'avenir social de ce pays.**

Ce 29 janvier, ce sont des manifestations gigantesques qui ont arpenté les rues des villes, petites et grandes mêlant dans une solidarité de luttes légitimes et utiles des salariés du privé et du public. Dans la grève comme dans les cortèges, les agents de la DGFIP, confrontés aux enjeux de la dégradation de leurs missions, de leurs emplois, de leurs salaires, de leurs conditions de travail et à la logique régressive de la fusion DGI-DGCP, ont pris toute leur place.

55 % d'agents étaient hier en grève dans des proportions n'ayant pas été atteintes depuis longtemps dans un grand nombre de directions. Par centaines, ils ont aussi pris part aux manifestations.

Dans l'ex-DGCP, 31 départements ont plus de 50 % de grévistes, 15 plus de 60 % et 6 plus de 70 % avec, globalement, une participation de plus en plus forte de l'encadrement.

Dans l'ex-DGI, 37 départements à plus de 50 %, 43 à plus de 60 %, 31 à plus de 70 % et 7 à plus de 80 %. Participation très importante de l'encadrement, dépassant dans certaines directions les 50 % de grévistes malgré quelques interventions pesantes de la part de la haute hiérarchie.

**Et des centaines de postes et services fermés !**

M. Sarkozy et son gouvernement vont avoir bien du mal à convaincre qu'il n'y a là rien à voir ni à entendre !

Et comme le souligne l'UGFF-CGT dans son communiqué de ce jour : « *Pour la Fonction publique, l'augmentation importante des salaires est immédiatement à l'ordre du jour, les suppressions d'emplois doivent être stoppées au profit de créations là où le besoin est crucial, les réformes doivent être conduites dans l'intérêt de toute la population et le souci de l'intérêt général ce qui implique le retrait pur et simple de la plupart des projets actuels.* »

Alors oui, sur l'ensemble de ces questions, des négociations immédiates doivent être ouvertes et M. Parini doit faire de même à la DGFIP.

C'est cette exigence que le SNADGI-CGT et le SNT-CGT vont continuer à porter.

**La CGT appelle l'ensemble des personnels de la DGFIP à se réunir dans les prochains jours dans les formes les plus appropriées et dans l'unité, afin de tirer les enseignements de cette journée et à débattre des suites à donner à l'action si le gouvernement et la Direction générale se refusent à ouvrir des négociations sur les revendications.**

**Pour gagner sur nos revendications,  
plus que jamais,  
l'heure est à l'action unitaire !**